

N° 79  
**S É N A T**

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

13 février 2014

---

---

**ATTENTION**  
**DOCUMENT PROVISOIRE**

*Seule l'impression définitive a valeur de texte authentique*

**PROPOSITION DE LOI**

*relative à la création d'un dispositif de **suspension de**  
**détention provisoire pour motif d'ordre médical.***

*Le Sénat a adopté, en première lecture, la  
proposition de loi dont la teneur suit :*

---

**Voir les numéros :**  
**Sénat : 232, 342 et 343 (2013-2014).**

Article 1<sup>er</sup>

Après l'article 147 du code de procédure pénale, il est inséré un article 147-1 ainsi rédigé :

« *Art. 147-1.* – En toute matière et à tous les stades de la procédure, sauf s'il existe un risque grave de renouvellement de l'infraction, la mise en liberté d'une personne placée en détention provisoire peut être ordonnée, d'office ou à la demande de l'intéressé, lorsqu'une expertise médicale établit que cette personne est atteinte d'une pathologie engageant le pronostic vital ou que son état de santé est incompatible avec le maintien en détention, hors les cas des personnes détenues admises en soins psychiatriques sans leur consentement.

« Toutefois, en cas d'urgence, lorsque le pronostic vital de la personne est engagé, sa mise en liberté peut être ordonnée au vu d'un certificat médical établi par le médecin responsable de la structure sanitaire dans laquelle elle est prise en charge ou par le remplaçant de ce médecin.

« La décision de mise en liberté peut être assortie d'un placement sous contrôle judiciaire ou d'une assignation à résidence avec surveillance électronique.

« L'évolution de l'état de santé de la personne peut constituer un élément nouveau permettant qu'elle fasse l'objet d'une nouvelle décision de placement en détention provisoire, selon les modalités prévues par le présent code, dès lors que les conditions de cette mesure prévues par l'article 144 sont réunies. »

Article 1<sup>er</sup> bis (nouveau)

La présente loi est applicable à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

## Articles 2 et 3

*(Supprimés)*

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 février 2014.*

*Le Président,*

*Signé : Jean-Pierre BEL*

